Instances Démocratiques : Elections, Nationalité et Droits Politiques

Cojep International est une ONG issue des milieux de l'immigration et qui a pris racine tout d'abord dans le Grand Est Français il y plus de vingt ans.

Depuis plusieurs années, son combat pour la citoyenneté n'est plus à démontrer notamment à travers sa Lutte contre le Racisme et les Discriminations, ses actions en faveur du Vivre Ensemble et ses projets en faveur de la Démocratie Participative et de la Citoyenneté Démocratique.

Les années 2007 et 2008 sont des années d'échéances électorales importantes. Notre organisation visera plus particulièrement à sensibiliser les jeunes à s'inscrire en tant qu'électeurs afin de procéder à leurs devoirs de citoyens.

Nous constatons que dans les milieux de l'immigration cet acte civique est encore moins considéré avec l'importance et le sérieux qui devrait être. Nous pensons que l'intégration des populations passe par la participation à son système politique et en premier lieu en votant et non par l'Isolation et le Communautarisme qui mène tout droit à un de nos fléaux de société qu'est l'Exclusion.

Outre ce constat, nous pensons profondément que toute personnes vivant en France officiellement et en toute légalité depuis au moins cinq ans devrait avoir le Droit de voter et d'être candidat aux élections locales sans conditions de nationalités.

Nous ne pouvons pas vivre dans un pays et faire comme si nous vivions dans un autre. Nous devons participer aux décisions qui concernent notre avenir commun. Cet avenir a lieu en France et se bâtit dès aujourd'hui.

Pour cela, notre revendication première est de rendre encore plus démocratique l'accès aux décisions politiques qui concernent l'avenir de chacun vivant sur le territoire nationale. Il est désormais venu le temps où les mentalités doivent changer aux noms de la Démocratie. Ce ne sera pas une exception française puisque d'autres pays font de même en Europe avec de nombreux avantages découlant notamment de la participation démocratique.

Nous espérons un relais de la part de nos politiques et de nos dirigeants. Le Droit de vote aux élections locales devrait nous être donné pour les échéances de 2008 sans conditions de nationalité pour toutes les personnes vivant légalement en France. Notre pays ne devrait pas être en retard sur des points dont le Conseil

de l'Europe ou l'Union Européenne favorise pour les pays entrant ou candidat à plus de réformes démocratiques. Nous n'avons plus de temps à perdre dans ce domaine. Des personnes vivant depuis plus de quarante ans dans notre pays ne votent toujours pas faute de nationalité française alors que par ailleurs elles paient leurs impôts et remplissent sans faute leur devoir de citoyens. Il est largement venu le temps de leur donner la parole aux élections locales afin qu'elles participent et vivent pleinement la vie de leur cité et le cas échéant s'impliquer d'avantages. Ceci est la voie de la démocratie, de l'intégration, de la résolution des problèmes liés à l'immigration. A la France d'y répondre désormais.